



France : une vie publique sans militantisme ?

France : une vie publique sans militantisme ?

De façon assez surprenante, les partis politiques français accordent une place de plus en plus importante aux militants (définis comme les adhérents d'un parti politique) dans la désignation des candidats à des fonctions majeures alors même que les militants sont un univers de plus en plus «décalé» par rapport à l'opinion publique.

Des chiffres incontestables et incontestés doivent être rappelés.

Ces chiffres donnent des indications majeures.

Une érosion considérable du nombre de militants

Aujourd'hui, tous partis politiques confondus, le nombre global de militants s'élève à près de 600 000 personnes soit un peu plus de 1 % de la population âgée de plus

de 18 ans.

Aucun parti républicain classique connaît une expansion de ses effectifs militants :

-le Parti Communiste est celui qui a connu la plus forte érosion d'effectifs d'adhérents pour aller vers 127 000 à son dernier Congrès après avoir annoncé dans les années 50 plus de 500 000 adhérents,

- le PS publie des communiqués de victoire quand il compte aujourd'hui 200 000 adhérents ce qui était le chiffre du nombre des adhérents du PS en ...1988. Sous la IV^{ème} République, la SFIO annonçait 300 000 adhérents,

-quant à l'UMP, elle annonce 215 000 adhérents. Au Congrès du RPR de 1984, le seul RPR annonçait 331 000 adhérents. Or l'UMP c'est le RPR + d'autres courants pour-

tant importants. L'UMP compte aujourd'hui moins de la moitié du nombre des adhérents du début des années 80 émanant de sa principale composante.

Ces chiffres montrent qu'un pouvoir de décision constitutif d'un filtre préalable à la saisine des citoyens est confié à des instances en perte de vitesse manifeste sur le plan quantitatif.

Le décalage est encore plus important quand le profil des militants est dressé composante par composante.

Sous ce volet, les primaires au sein des partis consistent donc à confier la désignation d'un candidat à la présidentielle à des instances en perte d'audience et à la composition de moins en moins représentative de l'opinion en général.

Ce constat est grave.

2008 : la mode des Obama girls

Barack Obama a été bénéficiaire en 2008 d'une initiative totalement nouvelle lancée par Amber Lee Ettinger dite la «Obama girl» : le clip sexy de soutien. Cette initiative a immédiatement été reprise par de nombreuses autres jeunes femmes qui s'auto-proclamaient Obama girls à l'exemple de la photo ci-contre.

Ce côté sexy et neuf a contribué à rendre cool l'image du candidat, donc à séduire les jeunes.



Il doit être accompagné par deux autres observations chiffrées :

- si les adhérents sont moins nombreux, les électeurs sont de plus en plus absents à l'exception peu durable de la présidentielle 2007 :

1974 présidentielles 1er tour : 15,8 % d'absentéisme,

1981 présidentielles 1er tour : 18,9 % d'absentéisme,

1995 présidentielles 1er tour : 21,6 %,

2002 : présidentielles 1er tour : 28,4 %.

- seconde observation, si les adhérents désertent, les électeurs s'absentent, la radicalisation progresse.

Depuis 1998, l'extrême droite a franchi le plancher technique des 15 %.

Il importe quand même de se souvenir qu'au 1er tour des présidentielles de 1974, l'extrême droite recueillait 0,7 % et n'avait pas de candidat au 1er tour des présidentielles de 1981.

Depuis cette date, de l'autre côté de l'échiquier politique, l'extrême gauche est également sortie de la marginalité.

En 1974, lors du 1er tour



des Présidentielles, l'extrême gauche faisait 2,7 % des voix. En 2002, ce score est monté à 10,4 % des voix.

Tous ces chiffres montrent une réalité que chacun semble vouloir ne pas voir à plus d'un an d'une élection présidentielle :

- quelle qualité reconnaître à un corps électoral quand il est aussi peu représentatif en nombre et en caractéristique technique de la population ?

- comment inverser la part des extrêmes qui se sont inscrits en composantes de 1er ordre dans les forces politiques choisies par les citoyens mais sans en accepter la moindre

contrainte de gouvernance ?

- pourquoi la France connaît-elle des évolutions de ce type qui ne sont pas connues par ses voisins dans des conditions identiques ?

Un facteur et une reconnaissance de la crise des partis politiques

Les partis politiques sont en crise car leurs fonctions classiques sont de plus en plus contestées.

Ils assurent de moins en moins une fonction de médiation.

Les partis n'ont plus l'ex-

clusivité de la représentation des intérêts nationaux.

Les associations, les syndicats, les médias les concurrencent redoutablement. Bien davantage, se sont multipliés les mécanismes de consultation directe de l'opinion à l'exemple du référendum voire, de manière moins solennelle mais tellement plus fréquente, des sondages.

Les partis politiques ne semblent pas occuper davantage des fonctions d'expertise ou de réflexion. Bien davantage, ils sont perçus comme des outils de discipline voire de soumission. Stendhal avait donné dans «Lucien Leuwen» une description de l'apparition d'un groupe dans un régime qui devient parlementaire. Il avait mis la lumière sur la discipline de vote qui devient l'une des raisons d'être des groupes parlementaires.

C'est cette discipline que les groupes politiques semblent aujourd'hui incarner dans l'ensemble de leur fonctionnement.

Les partis politiques n'ignorent pas leurs faiblesses.

En conséquence, ils renouvellent leurs structures. La plupart d'entre eux ont

L'exemple de Moveon.org

La question qui alimente les cercles Américains de réflexion est la suivante : Barack Obama en 2008 n'est-il pas aussi, voire d'abord, l' élu de MoveOn.org ?

MoveOn est une association dont l'action repose sur deux postulats :

- le citoyen est toujours plus important que l'élu. C'est le citoyen qui est à la base de tout. C'est lui qui fait et détient le pouvoir,

- pour que le citoyen puisse exercer convenablement ses droits, c'est-à-dire se prononcer en totale connaissance de cause, il doit être «averti».

Le «citoyen averti» est à la démocratie ce que le «consommateur averti» est à la consommation quotidienne.

C'est celui qui sait déchiffrer les fausses promesses, poser les bonnes questions, ne se laisse pas piéger par les annonces racoleuses...

Mais comment construire «un citoyen averti» ?

Sous cet angle, c'est simple. Il s'agit d'abord de dénoncer les «complots du concurrent».

Il s'agit ensuite d'appliquer la «publicité comparative».

Il s'agit surtout d'identifier des causes qui mobilisent bien au-delà du seul sort personnel du candidat.

ainsi renoncé à être des partis de cadres ou de notables. Ils recherchent une assise numérique et représentative aussi large que possible.

Avec Internet, ils multiplient les occasions d'échanges, de débats.

Les partis ont même créé des structures complémentaires pour des catégories très ciblées dont les jeunes et les femmes traditionnellement considérés comme sous représentés dans les structures classiques.

Tous ces efforts ne produisent pas pour autant les résultats attendus.

Ce constat d'échec tient en une réponse simple : les partis politiques sont en panne de sens.

La période présente n'est pas marquée par une recherche d'utilité mais par une recherche de sens.

Aujourd'hui, les questions majeures portent toutes sur le sens des choses, le sens même de la vie :

- pourquoi donner autant de place à son travail si la précarité peut frapper aussi subitement ?

- pourquoi s'engager dans des actes civiques si les paroles d'élection ne sont jamais des paroles d'action ?

La préoccupation actuelle : militer ? Non : rester en vie !

Deux tendances structurantes s'imposent.

D'une part, le sacre de l'économie.

D'autre part, la reconnaissance que l'objectif individuel ultime pour l'instant est simplement de «rester en vie».

C'est le cas en matière économique avec la volonté d'échapper au chômage. Mais cette attente de sécurité concerne aussi la lutte contre la délinquance..

Le contexte actuel est dans une telle phobie du risque qu'une part de l'opinion est disposée à accepter ou à accompagner des «modèles sécuritaires» qui ne peuvent laisser indifférents.

Des mesures contraignantes sont rendues possibles par ce climat et par cette phobie du risque jusqu'au moment où des réactions naîtront face à certains excès.

La gauche paye le prix cher de sa réputation de laxisme. Elle doit contribuer à définir un nouveau «modèle national» à la fois par nécessité mais aussi pour se refaire un pouvoir d'évocation efficace sur ce dossier sensible qui risque de l'éloigner durablement du pouvoir.

En effet, dans le rapport pouvoir / opinion, la seconde est désormais l'indiscutable maîtresse.

C'est une évolution connue de longue date aux Etats-Unis où il ne viendrait à aucun responsable politique de douter de cette réalité.

- pourquoi consommer quand l'accumulation des biens n'apporte plus les satisfactions attendues ?

Les questions du moment touchent au but réel des actions donc à leur sens.

Or, dans de telles circonstances, les partis politiques n'ont pas trouvé les moyens de dégager des repères précis sur le sens de leur action.

Sont-ils des partis de pouvoir ou de simples structures protestataires ne cherchant à influencer les événements qu'à la marge ?

Sont-ils des outils de conquête présidentielle

pour leur leader ou de grands rassemblements d'opinions avec le brassage d'idées qui doit en résulter ?

Ce n'est qu'en rendant ces arbitrages essentiels que les partis politiques retrouveront un nouveau souffle.

Plus ils tarderont à rendre ces arbitrages, plus ils fragiliseront leur assise populaire.

Quand les partis politiques auront redéfini le sens de leur action, ils dégageront une nouvelle identité.

En fonction de cette identité, de nouvelles catégories d'adhérents se profi-

leront.

Il est significatif que des personnes parlant d'un proche ou d'un familier qui s'engage dans un parti politique disent communément : « *il a pris le virus de la politique* ».

Qui connaît un être humain sain de corps et d'esprit être candidat à «prendre un virus» ?

Au moment où la lutte contre les virus alimente les fantasmes collectifs, cette expression est lourde de sens.

C'est comme si en adhérant à un parti politique, un individu allait vers une punition auto-infligée certes mineure mais une pu-

-nition quand même. Tant que cette formule populaire demeurera, l'état de santé des partis politiques sera inquiétant.

A eux de trouver et surtout mettre en œuvre leur automédication. Alors, et alors seulement, le rapport que les Français entretiennent avec les partis politiques se modifiera et il en sera de même avec la politique dans son ensemble.

A ce jour, force est de constater qu'aucun parti n'est encore parvenu à gagner cette bataille. Est-ce que d'ailleurs un parti

politique a vraiment cherché à livrer cette bataille essentielle ?

Faute d'évolution majeure, les électorats seront de moins en moins ancrés, donc de plus en plus zappeurs au gré des humeurs de circonstances. Les élections recèleront une part considérable d'inconnues. C'est l'ensemble de notre fonctionnement démocratique qui est ainsi déstabilisé.

La naissance du «nouveau citoyen»

La crise du militantisme correspond aussi à la

naissance d'un «nouveau citoyen».

Un citoyen qui a des repères simples qui fondent ses actes civiques :

- 1) il a besoin de considération. Il sait que la qualité de citoyen lui donne des droits importants dans un régime démocratique,
- 2) il se positionne en appartenance à un groupe,
- 3) il aspire à la satisfaction d'enjeux personnels,
- 4) si les enjeux personnels sont remplis, il



devient le garant d'enjeux collectifs. Si les enjeux personnels ne sont pas remplis, il délaissera les enjeux collectifs pour tenter de satisfaire d'abord ses enjeux personnels.

La recherche d'appartenance à un groupe a longtemps privilégié une place importante aux partis politiques.

Ces derniers modelaient alors même parfois la vision qu'un citoyen peut avoir de la réalité et guidaient fortement ses intentions de votes.

Ce rapport à un parti politique avait des conséquences nombreuses :

- il révélait une appartenance forte,
- le parti «mettait de l'ordre» dans les préférences des citoyens concernés et surtout hiérarchisait des priorités.

Le parti politique était donc un simplificateur de comportements.

Ce critère d'appartenance a été fragilisé pour deux raisons.

D'une part, les partis politiques ont perdu en qualité de référence. Leur statut s'est beaucoup désacralisé sous l'influence de nombreux facteurs.

Mais surtout, d'autre part, la dés-appartenance à un groupe politique est l'affirmation d'une culture politique personnelle qui équivaut à la revendication d'un certain épanouissement intellectuel. C'est l'affirmation d'une autonomie.

Editeur :

Newday

www.exprimeo.fr





A la différence de cette photo prise dans un QG du Parti Démocrate américain, la vie politique française est-elle devenue une terre désertée par les militants, voire même par les électeurs ? A 60 jours des prochaines élections cantonales qui concernent pourtant un Canton sur deux, c'est la morne plaine. Les campagnes peinent à démarrer. L'abstention pourrait battre des records.

Comment expliquer cette situation ?

Parution le : 1er février 2011.